

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6 Allées marines
64 100 Bayonne

Bayonne, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Cartonnage LARRE

Z.I. de Saint Etienne
64 100 Bayonne

Références : UBD40-64/D2026
Code AIOT : 0005205643

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement Cartonnage LARRE implanté Z.I. de Saint Etienne Chemin del a Humère 64 100 Bayonne. L'inspection a été annoncée le 22/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Situation administrative de l'établissement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cartonnage LARRE
- Z.I. de Saint Etienne Chemin del a Humère 64 100 Bayonne
- Code AIOT : 0005205643
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARTONNGE LARRE, dont l'installation se situe Z.I. Saint-Etienne - 64 100 Bayonne, exploite un établissement de transformation de papier et de carton, essentiellement pour la fabrication d'emballage avec une forte activité dans le domaine de l'emballage agro-alimentaire.

L'installation est soumise à déclaration sous les numéros de rubrique n°2445-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (récépissé n° 01/IC/455 en date du 16/10/2001) et n°1530.2, 2450.B-b (récépissé de déclaration n°A-4-TJ55TW0IY en date du 17/10/2024).

Contexte de l'inspection :

- Récolement et droits acquis

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L. 513-1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise doit faire une analyse portant sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés ministériels de prescriptions générales du 30 septembre 2008, du 16 juillet 2003 et du 5 décembre 2016 applicables aux installations soumises à déclaration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L. 513-1
Thème(s) : Situation administrative, droits acquis
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification. Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'État.
Constats : 1. Situation administrative L'établissement est soumis depuis 2001 (récépissé du 16 octobre 2001) à déclaration pour l'exploitation d'une usine de transformation de papiers et cartons, essentiellement pour la fabrication d'emballages, avec une forte activité dans le domaine de l'agro-alimentaire. La rubrique visée en 2001 est la rubrique 2445 (transformation du papier, carton).

D'après les éléments communiqués par l'exploitant par courrier électronique du 27 février 2026, il apparaît que l'activité de l'établissement - qui consiste, depuis plus de 28 ans, en la transformation mécanique du carton et la fabrication d'emballages - n'a pas connu de modification substantielle des procédés, des capacités de production et des surfaces de stockage. Les évolutions de l'activité se sont inscrites dans une logique d'optimisation industrielle et d'amélioration des performances des équipements existants conduisant en un gain de productivité.

À la suite d'une visite d'inspection réalisée le 13 mars 2024 il a été constaté l'exploitation de nouvelles activités soumises à déclaration au titre des rubriques :

- 1530 : Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues ;
- 2940-2 : Application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. ;
- 2450-3 : Imprimerie.

L'exploitant a régularisé sa situation administrative en octobre 2024 (rubrique 1530 - stockage de papiers, cartons - 2450 - impression et 2940 - application de peinture, vernis, colle, ...).

Après vérification de sa situation administrative, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées en décembre 2025 ne pas être soumis à la rubrique 2940 car l'activité d'application de colle est connexe à celles de transformation de papier, carton. En l'occurrence, l'activité d'application de colle est réglementée par les arrêtés ministériels de prescriptions des deux rubriques 2445 et 2450.

La situation administrative a été régularisée le 04 mars 2026 au travers d'une déclaration modificative. L'établissement s'avère donc soumis à déclaration (D) et déclaration avec contrôle périodique (DC) sous les numéros des rubriques suivantes :

- 2445 (D) : Transformation du papier, carton, la capacité de production étant de 18,7 t/j : récépissé du 16 octobre 2001 ;
- 1530 (DC) : Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockées étant de 2 103 m³ : récépissé du 17 octobre 2024 ;
- 2450-3 (D) : Imprimerie, la quantité de produits consommés étant de 118 kg/j : récépissé du 17 octobre 2024 ;

2. Analyse des droits acquis

a) rubrique 1530 - déclaration avec contrôle périodique

La rubrique 1530 a été créée par décret n°99-197 du 11 mars 1996. Les seuils de classement des installations soumises à déclaration sont inchangés et se situent entre 1 000 m³ et 20 000 m³.

Lors de la déclaration initiale de 2001, l'usine de transformation de papiers et cartons a fait l'objet d'une demande de permis de construire afin d'étendre le bâtiment d'une surface d'environ 1 000 m² (37,5 x 32,10 m), d'une hauteur de 8 m, pour le stockage de matières premières (ramettes de feuilles de carton et papier empilées sur palettes) et de produits finis (dérivés de carton et papier empilées sur palettes). La notice de sécurité rédigée dans le cadre du permis de construire déposé en 2001, jointe en annexe 1, indique que cette extension est soumise à déclaration pour le stockage de carton et papier car le volume dépasse 1 000 m³.

Néanmoins l'exploitant n'a pas déclaré le stockage de carton en estimant le volume à 700 m³ comme le montre le dossier déposé en 2001 et le récépissé du 16 octobre 2001 joints en annexe 2.

Dans ces conditions la jurisprudence considère que, faute de justifier d'une « situation juridiquement constituée » (CE, 30 janvier 2013, n° 347177 - CAA Nantes 22-3-2022 n° 20NT03690, Sté Parc éolien Guern), l'exploitant ne peut pas bénéficier du droit d'antériorité.

Les modalités d'application du bénéfice d'antériorité sont confirmées par le guide de mise en œuvre des contrôles périodiques - partie 3 volet général version 2.2 : « *si l'exploitant n'a jamais déclaré son activité, il doit faire une régularisation (courrier à la préfecture). Le site sera considéré comme nouveau sauf s'il prouve qu'il a demandé de bénéficier du droit acquis dans l'année qui suit la modification de la nomenclature.* »

Les installations doivent respecter l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530.

La circulaire du 01 octobre 2008, accompagnant les arrêtés relatifs aux dépôts de papier et carton relevant de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées, précise les modalités d'application de l'arrêté du 30 septembre 2008. Ainsi, l'intégralité des prescriptions est applicable aux installations nouvelles d'une part, et aux extensions d'installations existantes ayant conduit à nécessiter une nouvelle déclaration en application de l'article R. 512-47 du code de l'environnement d'autre part.

Il est à noter que l'exploitant prévoit de relocaliser prochainement le stockage de carton, actuellement situé aux extrémités est et ouest du bâtiment, en procédant à une nouvelle extension.

b) Rubrique 2450 – déclaration

La rubrique 2450 a été créée par décret n°99-197 du 11 mars 1996. Les seuils de classement des installations soumises à déclaration sous le numéro de rubrique 2540-3 (autres procédés d'impression) que offset, héliogravure et flexogravure) sont inchangés et se situent entre 100 kg/j et 400 kg/j de produits consommés.

À l'instar de la rubrique 1530, n'y a pas eu de déclaration pour cette activité avant octobre 2024.

Les installations doivent respecter l'intégralité des dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2450 relative aux imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc., utilisant une forme imprimante.

c) Rubrique 2445 – déclaration

L'établissement est soumis depuis 2001 (récépissé du 16 octobre 2001) à déclaration sous le numéro de rubrique 2445 (transformation du papier, carton).

Les installations doivent respecter les dispositions applicables aux installations existantes (annexe III) fixées par l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser un récolement portant le respect des prescriptions édictées par les arrêtés ministériels du 30 septembre 2008, du 16 juillet 2003 et du 5 décembre 2016 précités.

Dans le cadre de l'application de l'article R. 512-52 du code de l'environnement, s'il s'avère nécessaire de modifier certaines prescriptions applicables, l'exploitant en fait la demande au préfet en la justifiant par les circonstances locales, les caractéristiques de l'établissement et la sensibilité du milieu.

A l'appui de cette éventuelle demande, l'exploitant fournit une étude d'ingénierie incendie précisant les mesures prises en matière de risques incendie afin d'assurer un niveau de sécurité suffisant pour protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Le service d'incendie et de secours est consulté sur une éventuelle demande d'aménagement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

NOTICE DE SECURITE

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX -

A - Nature et adresse précises de l' Etablissement projeté ou à aménager:

Notice descriptive:

L' objet de la présente demande de Permis de Construire est la construction d' une extension en prolongement du bâtiment de l' entreprise LARRÉ, et d' un changement d' affectation de locaux dans une partie de l' existant, sur les lots n° 2b, 3, 40 et 41, ZAC de St Etienne, Chemin de la Humère et Voie Communale n° 14 de Cazenave à BAYONNE, 64 100.

B - Présentation du projet:

- 1 extension bâtiment en RdC sur dallage béton, à ossature métal, parpaings et bardage métal, couverture en bac acier à 2 pentes, dimensions 37.50 x 32.10 m à destination de stockage des matières premières (ramettes de feuilles de carton et papier empilées sur palettes) et de produits finis (dérivés de carton et papier empilés sur palettes). Création d' une séparation par rapport à l' unité de fabrication et des vestiaires ou bureaux par un mur et une porte coupe-feu. Cette construction est positionnée en prolongement du bâtiment existant, en reprenant une partie de la structure déjà en place; le cloisonnement coupe feu (à réaliser dans le bâtiment existant) permet de récupérer 2 trames pour cette partie stockage.

- Une partie en étage (anciennement stockage) dans le bâtiment existant cloisonnée en Placostill aménagée en bureau (100 m²) avec modification de l' escalier existant intérieur et création d' une sortie directe vers l' extérieur avec escalier extérieur.

Les stationnements des véhicules sont prévus sur des emplacements réservés extérieurs en dehors des voies accès Pompiers

Installation soumise à classement:

NON

Installation soumise à déclaration:
stockage carton et papier.

OUI car plus de 1000 m3 de

C - Effectif des personnes susceptibles d' être admises dans l' Etablissement ainsi que celui du personnel:

Effectif total actuel dans l' entreprise:	41 personnes
(dont 6 personnes dans la partie modifiée en bureau)	
Effectif supplémentaire prévu pour l' extension:	0 personnes
Personnes extérieures: clients, livreurs, etc...	4 personnes maxi
mum pour l' ensemble de l' entreprise.	
Intérimaires occasionnels	3 personnes maxi

Circulations:

Atelier/stockage: pas de cloisonnement. le sol est de plain pied et au même niveau que l' existant et donnant sur des sorties extérieures directes.

Entrées: 1 porte métallique sectionnelle extérieure de 4.00 m de large + 2 sorties par les quais de déchargement, avec escaliers (largeur 0.90m). Communication directe avec le bâtiment existant par porte coupe-feu. Les zones de stockage ou de travail seront matérialisées en peinture au sol, et mettront en évidence les circulations. Deux portes donnant sur l' extérieur sont créées, et donnent sur des quais de déchargement.

Les circulations intérieures du bâtiment seront conçues de manière à pouvoir être pratiquées par un transpalette, donc d' une largeur conséquente.

Distance maxi vers les sorties pour la partie stockage: 35 m

Bureau: accès intérieur par escalier et porte de 0.90 m de large + accès extérieur par porte et escalier de 1.00 m de large. Un cloisonnement intérieur pour la partie chambre noire, porte de 0.83. Distance maxi vers la sortie: 15 m

II - CONSTRUCTION

	Nature des matériaux ou éléments de construction	Leur réaction ou résistance au feu
Bâtiment artisanal		
Ossature/Charpente/bardage	Métal	M0- SF 1/2h
Remplissage	Maçonnerie	M0- SF 1.5 h
Porte Coupe feu	Métal + isolation	M0- CF 1/2h
Mur Coupe feu	Béton cellulaire	M0- CF.2h
Sol	Béton	M0- SF 1.5 h
Bureau		
Cloisonnements	Plaques de plâtre BA 15 sur ossature métallique avec remplissage laine de verre (Placostill)	M0- CF 1/2h
Plafond	Plaques acoustiques laine minérale suspendues +isolation laine de verre	M0- SF ¼h

Sol	Béton + revêtement plastique	M0 CF 1h M3
Menuiserie int.	Bois	M1
Menuiserie ext.	Alu	M0
Escaliers	Métal	M0 SF 1/2

III - AMENAGEMENTS INTERIEURS

Sans objet

IV - VENTILATION: (Exutoire à fumée)

- Exutoires en toiture à comande manuelle suivant règlementation.
- Commandes automatiques: néant.

V - ECLAIRAGE DE SECURITE.

Assuré par:

Accumulateurs:	Néant
Groupe moteur thermique générateur:	Néant
Réseau public:	Néant
Blocs autonomes permanents:	Oui, dans les dégagements et au dessus des sorties.

VI - CHAUFFAGE - CONDITIONNEMENT:

Descriptif du mode de chauffage: à gaz, existant, pour la partie stockage
(dans les 2 travées récupérées sur le bâtiment existant)

Conditionnement d' air: oui et réversible en chauffage dans la partie
bureau

Ventilation: néant

Reprise de l' air: néant

VII - MOYENS DE SECOURS.

Défense intérieure contre l'incendie:

-Extincteurs:	Oui, adaptés aux risques.
-Robinets d' incendie armés:	Oui, 4 dans la partie production existante
-Réseau d' extinction automatique:	Non
-Rideau d' eau:	Non
-Colonnes sèches:	Non
-Appareil divers:	Non
-Détection automatique d' incendie:	Non

-Service de Sécurité (Pompiers privés ou employés spécialement entraînés):

Non

Dispositifs:

-Alarme sonore

Oui

-Avertissement:

Non

Défense extérieure contre l' incendie:

-Poteaux d' incendie de 100 mm normalisés: oui: 5 unités dont 4 sur le terrain. Suite à un entretien avec Mr. PAILLOGUE de la Régie des Eaux de Bayonne, les travaux de renforcement du réseau doivent permettre d' obtenir les débits requis au niveau de ces poteaux incendie pour la zone St Etienne.

VIII - ACCESSIBILITE

-Accès possibles par 2voies distinctes sur 2 côtés opposés du terrain.
Voie de desserte praticable de 5.00 m de large, pente faible ou nulle autour du bâtiment accessible par 3 côtés, pas d' obstacle en hauteur.

-Autres moyens: néant

IX - ISOLEMENT PAR RAPPORT AUX TIERS

Les bâtiments sur les parcelles voisines sont distants d' au moins 15 m pour les plus proches.

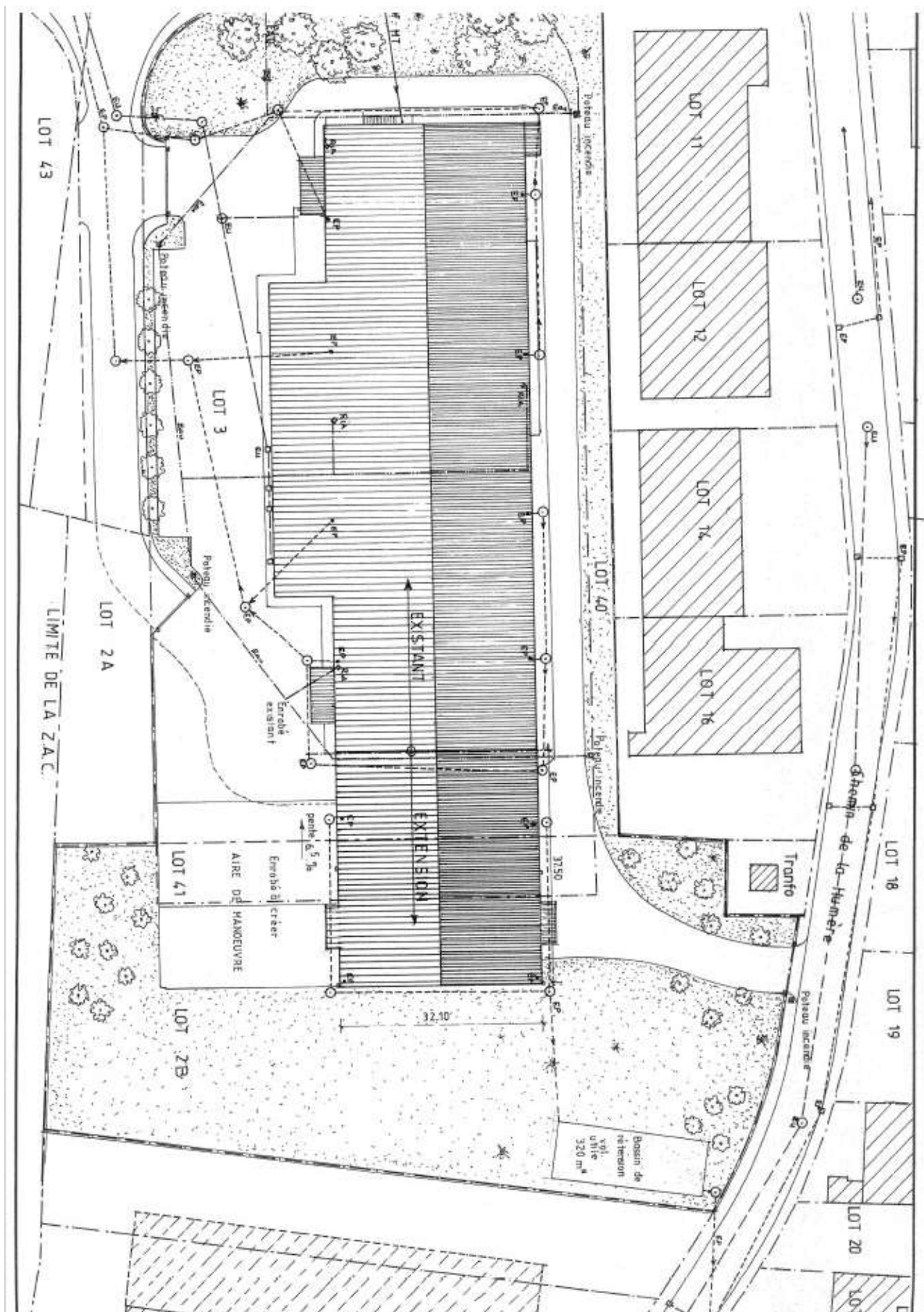
Fait à

Le

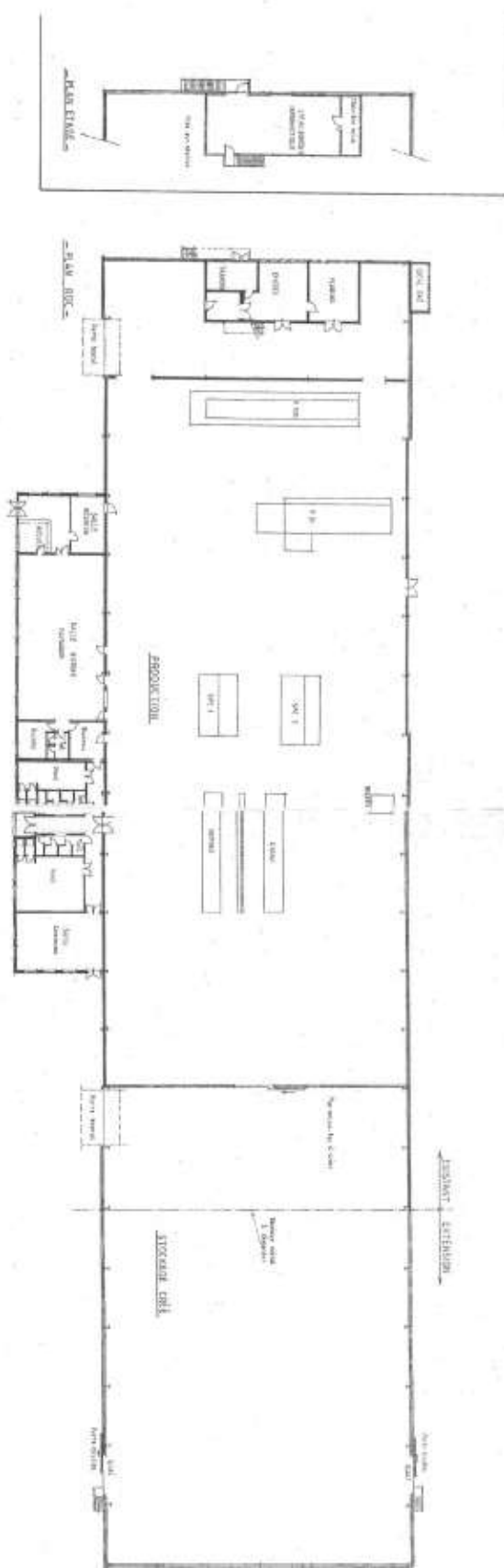
Par (Désignation et signature des personnes responsables)

Maître d' Ouvrage

Maître d' Oeuvre



PLAN DES AMENAGEMENTS 1/200



Annexe 2 : déclaration de 2001

2) Les films et housses plastiques (300 m3) = recyclées par la Société LABORIE.

3) Les déchets plastiques durs (1000 kgs) sont enlevés par la Société **BAB Assainissement**,
:3 Rue Maryse Bastié – B.P. 434 – **64604 ANGLET CEDEX**, avec bordereau de suivi pour l'élimination en
centre agréé.

4) Les palettes-bois perdues (20 tonnes) sont enlevées par la Société **Palettes PELTIER**,
Route de Cazenave – Z.I. de St ETIENNE – **64100 BAYONNE**, pour broyage et recyclage.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Nous vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de nos meilleures salutations.



Bertrand LARRÉ
Directeur Général

Décrivez avec précision la nature et le volume des activités que vous vous proposez d'exercer avec l'indication succincte des procédés de fabrication que vous mettrez en oeuvre, des machines et des matières que vous utiliserez des produits que vous fabriquerez la surface de plancher occupé.

- Il s'agit d'une extension du bâtiment destinée à recevoir notre stock de matières premières et de produit finis actuellement stockés autour des machines. Cette extension sera divisée de la partie production et avec un quai de chargement.
- Cette extension ne comportera pas d'appareillage excepté du matériel de manutention.

NATURE DE L'ACTIVITE (1)	VOLUME DE L'ACTIVITE (2)	N° de la NOMENCLATURE	REPÈRE SUR LE PLAN AU 200ème (3)
Transformation du papier-carton	Transformation d'environ 4000 T ¹ par an. (Tonnes)	2445 - D soit 7000 m ³ /AN	—
Stockage du carton	275 T à 400 T ¹ (Tonnes)	→ 700 m ³ /moyenne	

* Par an = une estimation des volumes = tonnage x 1,5 = (m³)

- (1) Indiquer la nature de l'activité telle qu'elle figure dans la nomenclature des installations classées.
- (2) A préciser selon les cas : volume pour les stockages, thermies/heure consommées pour les installations de combustion...
- (3) Mentionner le point précis où se situe l'appareillage par une lettre.


NOTA : La nomenclature des installations classées peut être consultée :

- à la Préfecture ou en Sous-Préfecture
- à la D.R.I.R.E., Centre Hélioport à PAU
- à la Direction des Services Vétérinaires, Cité Administrative à PAU

Complète, le 13-05-2007.

Fait à Bayonne, le 28 Juin 2007.

Signature du déclarant

CARTONNAGES LARRÉ 
Z.I. Saint-Etienne
64100 BAYONNE
Tél. 05 59 55 06 52 - Fax 05 59 55 55 37



BERTRAND LARRÉ
Dirigeant Général

DECLARATION D'INSTALLATION CLASSEE



NB : Ce questionnaire dûment complété doit être établi en 3 exemplaires et joint au dossier de déclaration dont la composition est précisée en page 3 de la notice et qui doit également être produit en 3 exemplaires.

- Pour les personnes physiques :

nom, prénoms.....
profession.....
domicile.....

CARTONNAGES LARRÉ



Z.I. Saint-Etienne
64100 BAYONNE

Tél. 05 59 55 06 52 - Fax 05 59 55 55 37

- Pour les personnes morales :

dénomination ou raison sociale... CARTONNAGES LARRÉ
forme juridique... SA SIREN 304 635 121 00029
adresse du siège social... Z.I. de Saint-Etienne
nom et qualité du signataire de la demande... Bertrand LARRÉ Directeur

- Préciser si vous êtes artisan, commerçant, industriel, établissement public, particulier, ou si vous exercez une profession agricole, autre (préciser...) (1)

Votre numéro de téléphone : 05 59 55 06 52

" fax 05 59 55 55 37

- Emplacement sur lequel l'installation est réalisée :

commune... BAYONNE
rue, n°, lieu-dit... chemin de la Humère
références cadastrales... Section AK parcelles 425 - 427 - 428

(1) Rayer la mention inutile

(2) A défaut de N° SIRET ou SIREN, indiquer le n° INSEE



PRÉFECTURE
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DIRECTION
DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE
L'ENVIRONNEMENT
ET DES AFFAIRES
CULTURELLES

Affaire suivie par :
Anne CARPONCIN
REF. D.C.L.E. 3

Tél. 05.59.98.25.41
AC/AL

**INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT**

INSTALLATION CLASSEE SOUMISE A DECLARATION

RECEPISSE N° 01/IC/455

LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 511-1 et suivants, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des articles du code de l'environnement susvisés ;

VU la déclaration en date du 28 juin 2001, complétée le 5 octobre 2001 par laquelle la S.A. Cartonnages LARRE, dont le siège social se situe Zone Industrielle de Saint-Etienne à Bayonne, fait connaître son projet d'exploiter, sur le territoire de la commune de Bayonne, chemin de la Humère, dans la Z.I. de Saint-Etienne, une usine de transformation de papier-carton ;

DONNE RECEPISSE

à la Société Cartonnages LARRE de sa déclaration susvisée.

La capacité de production est de 18 tonnes/jour.

Le stockage de 700 m³ n'est pas classable.

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions générales qui lui seront adressées ultérieurement (arrêté-type n° 2445-2), car elles n'ont pas encore été établies.

.../...

*Toute correspondance doit être adressée sous forme impersonnelle à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
2, RUE MARÉCHAL JOFFRE 64021 PAU CEDEX. TÉL. 0 821 80 30 64 - TÉLÉCOPIE 05 59 98 24 99*

2.

Le récépissé sera conservé pour être présenté à toute réquisition.

Un exemplaire en sera déposé en mairie, avec le dossier de la déclaration, pour être communiqué sur place aux personnes intéressées.

Une copie du récépissé sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de Bayonne.

PAU, le

16 OCT 2001

LE PREFET,

*Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service de l'Environnement
et des Affaires Culturelles*

Eliane VILLAFRUELA

DESTINATAIRES :

- le déclarant : la S.A. Cartonnages LARRE
- l'inspecteur des installations classées (D.R.I.R.E.)
- le maire de Bayonne
(qui adressera à la Préfecture un procès-verbal
attestant que la formalité d'affichage a été accomplie)
- le Sous-Préfet de BAYONNE

LE DECLARANT S'ASSURERA QU'UN REGLEMENT D'URBANISME (Plan d'Occupation des Sols ou Règlement de Lotissement) NE S'OPPOSE PAS A LA REALISATION DES INSTALLATIONS CITEES CI-DESSUS. SI TEL ETAIT LE CAS, LE PRESENT RECEPISSE DEVIENDRAIT SANS OBJET.

(VOIR INSTRUCTIONS AU VERSO)